

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MÉTROPOLE DU GRAND PARIS**

**SÉANCE DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS  
DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024**

**CM2024/12/16/29-2 : EDITION 2025 DE LA NUIT DE LA SOLIDARITÉ MÉTROPOLITAINE :  
INDEMNISATION DES COMMUNES ORGANISATRICES POUR LEURS FRAIS LOGISTIQUES ET  
MATÉRIELS**

---

DATE DE LA CONVOCATION : 10 décembre 2024  
NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 208  
PRÉSIDENT DE SÉANCE : Patrick OLLIER, Président  
SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Quentin GESELL

**LE CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS**

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5219-1 et L.5219-5,

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,

**Vu** le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris,

**Vu** le vœu 2020/12/01/60 du Conseil métropolitain du 1<sup>er</sup> décembre 2020 « Nuit de la Solidarité Métropolitaine » adopté à l'unanimité,

**Considérant** qu'il est nécessaire de préciser les besoins d'hébergement et de logements des différents publics du territoire métropolitain d'un point de vue quantitatif et qualitatif,

**Considérant** que la Métropole du Grand Paris est compétente en matière de politique locale de l'habitat et, notamment en matière d'actions en faveur du logement des personnes défavorisées et que l'un des volets de son document programmatique de référence (PMHH) comprend un volet création de logements sociaux et de places d'hébergement,

**Considérant** que la Métropole a pris l'engagement de participer aux frais engagés par les communes participant à l'expérimentation de la Nuit de la Solidarité Métropolitaine,

La commission « Habitat et Logement » consultée,

### **APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ**

**APPROUVE** le principe d'une indemnisation forfaitaire des communes participant à la quatrième édition de la Nuit de la Solidarité Métropolitaine pour leurs frais logistiques et matériels.

**DIT** que la subvention forfaitaire attribuée à chacune des communes participantes sera fixée au regard du nombre de secteurs couverts le soir de l'enquête, sur la base d'un calcul de 300 € (trois cent euros) par secteur.

**DIT** que les communes concernées sont les 32 communes ayant répondu favorablement à l'appel à manifestation d'intérêt de la Métropole dont la liste et la carte sont annexées à la présente délibération.

**DÉLÈGUE** au président ou à son représentant la fixation des subventions par commune par voie de décision au vu des moyens mobilisés par chacune d'entre elles le soir de la Nuit de la Solidarité.

**PREND** acte que le montant total prévisionnel de l'indemnisation forfaitaire des communes s'élève à 120 000 € (cent-vingt mille euros).

**DIT** que la dépense correspondante sera imputée au chapitre 65 du budget 2025 de la Métropole du Grand Paris.

### **ADOpte À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Le Président de la métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER  
Ancien Ministre  
Maire de Rueil-Malmaison

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.